

Prise de position du Mouvement Ecologique concernant les réactions du ministère de l'Agriculture et de l'Association nationale des arboriculteurs aux analyses récentes sur la contamination des pommes par des pesticides

La santé publique doit être prioritaire !

Minimiser les problèmes n'est pas une solution

Pour rappel : jeudi dernier, le Mouvement Ecologique a rendu publique une analyse à l'échelle européenne de Pesticide Action Network Europe (PAN Europe) portant sur la contamination des pommes par des pesticides. Le Mouvement Ecologique a participé à cette étude en fournissant des échantillons luxembourgeois. Au total, 59 échantillons de 500 g de pommes issues de l'agriculture conventionnelle ont été analysés, dont 3 provenaient du Luxembourg. Seules 7 % des pommes analysées ne contenaient aucun pesticide ; les échantillons luxembourgeois présentaient en partie des niveaux de contamination supérieurs à la moyenne européenne.

Les différentes réactions aux résultats de ces analyses amènent le Mouvement Ecologique à apporter les clarifications suivantes :

1. Appeler les choses par leur nom – les pommes analysées sont contaminées :

Le ministère de l'Agriculture souligne que les pommes ne seraient pas contaminées, les résidus mesurés étant inférieurs aux limites maximales autorisées pour chaque substance. Le Mouvement Ecologique conteste cette interprétation. Les pesticides n'ont pas leur place dans l'alimentation : même à très faibles doses, chaque pesticide constitue une contamination. Le respect des valeurs limites individuelles ne peut en aucun cas être assimilé à une absence de risque.

2. Reconnaître le « cocktail » de pesticides comme un problème majeur :

Il est exact que les valeurs limites actuellement en vigueur pour les substances actives individuelles n'ont pas été dépassées lors des analyses. Mais les échantillons luxembourgeois contenaient en moyenne cinq pesticides différents (un échantillon en contenait même sept). Or, il n'existe à ce jour aucun système d'évaluation adéquat pour ces cocktails chimiques, bien que de nombreuses études démontrent que les effets cumulés et synergiques de ces mélanges constituent un danger pour la santé et l'environnement. La discussion purement axée sur les valeurs limites passe donc à côté du véritable problème.

Ni l'Autorité européenne de sécurité des aliments ni l'autorité luxembourgeoise compétente n'évaluent actuellement la toxicité combinée de pesticides aux mécanismes d'action différents, alors que ce problème est reconnu de longue date par l'ensemble des acteurs et que des décisions ont déjà été prises pour combler cette lacune majeure — sans toutefois être mises en œuvre dans la pratique.

3. Le principe de précaution doit être prioritaire :

De plus, les valeurs limites actuellement appliquées dans le cadre des contrôles alimentaires pour les pesticides individuels sont fortement controversées. Il arrive fréquemment que les seuils légalement autorisés soient considérablement abaissés a posteriori, une fois que de nouvelles données scientifiques sur leurs effets nocifs sur la santé sont disponibles.

Par ailleurs, plusieurs pesticides détectés dans l'étude sont déjà considérés comme dangereux pour la santé et ne devraient plus être utilisés. Certains sont soupçonnés d'être cancérogènes, comme le captane, ou présentent d'autres effets néfastes, tels que la neurotoxicité développementale de l'acétamipride (également toxique pour les abeilles).

Ces risques avérés pour la santé, combinés aux dangers liés aux « cocktails de pesticides », devraient inciter les ministères de l'Agriculture, de l'Environnement et de la Santé à appliquer le principe de précaution, c'est-à-dire à viser une contamination par les pesticides aussi proche que possible de zéro.

4. Les analyses de PAN Europe respectent les standards scientifiques :

L'analyse de PAN Europe et les déclarations du Mouvement Ecologique sont scientifiquement fondées, même s'il s'agit d'un échantillonnage. Les études scientifiques reposent généralement sur des échantillons et ne doivent pas être confondues avec des analyses de marché. Il est certes indispensable que les autorités publiques analysent de manière bien plus systématique et rigoureuse les aliments (et pas uniquement les pommes). Le rôle d'une organisation environnementale n'est toutefois pas de se substituer à l'État, mais de pousser une puissance publique jusqu'ici trop passive à agir enfin.

Il est d'ailleurs remarquable que les dernières analyses disponibles de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA), datant de 2023, aient abouti aux mêmes résultats pour les pommes issues de l'agriculture conventionnelle (également sur la base de seulement trois échantillons) : en moyenne, cinq pesticides différents ont été détectés, avec un maximum de huit substances dans un même échantillon — soit même plus que dans l'étude de PAN Europe. Malgré cela, le ministère de l'Agriculture considère ces pommes comme non problématiques dès lors que les valeurs limites (souvent contestées) pour les substances individuelles sont respectées.

5. Les résultats de PAN Europe confirment des analyses antérieures – l'inaction des autorités persiste :

Les analyses des pommes s'inscrivent dans une longue série d'études démontrant une exposition généralisée de la population luxembourgeoise aux pesticides : des analyses capillaires ont montré que tous les enfants au Luxembourg sont contaminés par des pesticides (étude commanditée par le ministère de la Santé), des analyses de poussières ont révélé une contamination étendue, entre autres. Combien d'analyses supplémentaires seront encore nécessaires avant que les ministères de l'Agriculture, de la Santé et de l'Environnement ne réagissent de manière appropriée ?

6. La protection des jeunes enfants doit être prioritaire :

Les mille premiers jours de la vie d'un enfant — à commencer par la période fœtale — sont déterminants pour sa santé tout au long de la vie, comme le soulignent de nombreux acteurs scientifiques internationaux, un constat également repris par le ministère luxembourgeois de la Santé¹. Une alimentation saine est donc essentielle durant cette période. Or, la situation juridique actuelle est insatisfaisante : il existe des valeurs limites spécifiques pour les aliments transformés destinés aux nourrissons (par exemple les petits

¹ <https://gimb.public.lu/dam-assets/publications/2025/1000-premiers-jours-wi-eng-roll-spillt-dernhrung-danielle-krier.pdf>

pots), mais pas pour les pommes fraîches. Alors que le ministère de l’Agriculture en conclut qu’il n’y a pas lieu de s’inquiéter, le Mouvement Ecologique estime que l’organisme d’un enfant ne fait aucune différence entre un aliment disposant de valeurs limites adaptées et un autre qui n’en a pas. La charge en pesticides reste la même. C’est pourquoi le Mouvement Ecologique applique aux pommes fraîches les valeurs limites en vigueur pour les aliments transformés. Le ministère de la Santé est appelé à assumer sans délai ses responsabilités, à prendre position clairement et à assurer une information correcte. Une information proactive sur les risques et une véritable politique de prévention sont indispensables — les jeunes enfants doivent bénéficier d’une protection maximale.

7. Renforcer les programmes existants de réduction des pesticides :

Le ministère souligne que l’utilisation des produits phytosanitaires en agriculture luxembourgeoise a diminué de plus de 50 % depuis 2016, ce qui est à saluer. Toutefois, les chiffres de cette étude et d’analyses antérieures (pesticides dans les cheveux, polluants éternels dans l’eau et les aliments) montrent clairement que l’exposition demeure trop élevée et que des efforts supplémentaires sont nécessaires. Il est également positif de constater que près de la moitié des surfaces fruitières étaient déjà exploitées sans fongicides ni insecticides en 2024. Mais pourquoi l’autre moitié — dont proviennent manifestement les échantillons analysés — n’emprunte-t-elle pas la même voie ? Les consommateurs seraient aussi en droit de savoir si les surfaces cultivées sans produits chimiques concernent principalement des exploitations privées, tandis que les pratiques plus intensives relèvent de structures commerciales. Une chose est sûre : malgré les progrès réalisés, l’utilisation des pesticides reste bien trop élevée et requiert des mesures renforcées. Le programme de distribution de fruits dans les écoles, par exemple, manque depuis des années l’occasion de créer un débouché pour les pommes biologiques luxembourgeoises.

8. Rendre publiques les données sur l’utilisation des pesticides :

La législation européenne² impose aux utilisateurs professionnels de pesticides de tenir des registres détaillés de leur utilisation et garantit à des tiers — notamment aux riverains et aux personnes concernées — l’accès à ces informations par l’intermédiaire des autorités compétentes. Il serait donc extrêmement bénéfique pour un débat objectif que le Luxembourg respecte pleinement cette obligation et rende publics des registres régionaux sur l’utilisation des pesticides. Rien n’empêche non plus les utilisateurs professionnels de permettre à leurs clients de consulter leurs registres de pulvérisation.

9. Consommez des pommes non traitées (biologiques) :

Il ne s’agit en aucun cas de déconseiller la consommation de fruits. Mais privilégiiez les pommes biologiques, pour votre santé et pour l’environnement. Si vous consommez des pommes issues de l’agriculture conventionnelle, lavez-les soigneusement (le lavage n’élimine pas tous les pesticides, mais aide) et épluchez-les — même si, là encore, tous les résidus ne disparaissent pas.

² Art. 67 VO (EG) Nr. 1107/2009

Le ministère de l’Agriculture — mais aussi les ministères de la Santé et de l’Environnement — doivent agir. La réduction de l’utilisation des pesticides relève certes principalement du ministère de l’Agriculture, mais les impacts négatifs sur la santé, la biodiversité, les sols et l’eau exigent une approche interdisciplinaire. Ces voix manquent actuellement dans le débat.

Conclusion du Mouvement Ecologique :

Les réactions officielles donnent l’impression que la situation serait acceptable tant que des valeurs limites controversées et insuffisantes ne sont pas dépassées. C’est précisément là que réside le problème. Depuis trop longtemps, le gouvernement nie la problématique fondamentale de la contamination par les pesticides. Même si les analyses récentes des pommes ont suscité un débat public, elles ne sont que le symptôme d’un problème structurel de la politique agricole actuelle. Il ne s’agit ni d’un producteur isolé ni d’un produit particulier, mais d’un problème systémique.

La minimisation de cette problématique ne fera qu’accentuer la polarisation entre les acteurs et l’insécurité des consommateurs, contredit clairement le principe de précaution et se fait, en définitive, au détriment de tous : de la santé, de l’environnement, mais aussi des producteurs concernés.

Les analyses récentes sur les pommes contaminées s’inscrivent dans une longue série d’études antérieures. La conclusion est sans équivoque : il est urgent de changer de cap et de réformer le système agricole actuel — abandonner les pesticides au profit de l’agriculture biologique et d’un système de production intégrée optimisé. Dans l’intérêt des producteurs, de l’environnement, de notre santé à tous et, surtout, des plus vulnérables : les enfants.

Le Mouvement Ecologique se tient à disposition pour un dialogue structuré sur cette thématique, qui devrait réunir l’ensemble des acteurs sous l’égide des ministères de l’Agriculture, de l’Environnement et de la Santé.

Luxembourg, le 4 février 2026